

WEEKLY NEWS

Du 02 mai 2023

WN/AC/N°16



AXIOME CAPITAL

We advise and we train

www.axiome-capital.com

CEMAC

Coopération monétaire CEMAC-France : réunion ministérielle de Coopération Monétaire entre la CEMAC et la France.



Le mardi 25 avril 2023, les Ministres de l'Economie et des Finances, les présidents des institutions et les gouverneurs de banques centrales de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) et de la France se sont réunis à Paris, sur invitation de Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique de la République française, et de Jean-Baptiste ONDAYE, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Congo. Ces échanges ont permis d'identifier les facteurs clés de résilience des économies de la CEMAC et les moyens de renforcer leur convergence et leur diversification, dans un contexte de multiplication des chocs auxquels l'économie mondiale a dû faire face ces derniers mois, qu'ils soient de nature économiques, financiers, climatiques ou sécuritaires. Les participants ont souligné l'importance d'œuvrer à une croissance économique soutenable et inclusive, de maintenir la soutenabilité des finances publiques, de reconstituer une épargne financière et de dégager des marges de manœuvre budgétaires et extérieures.

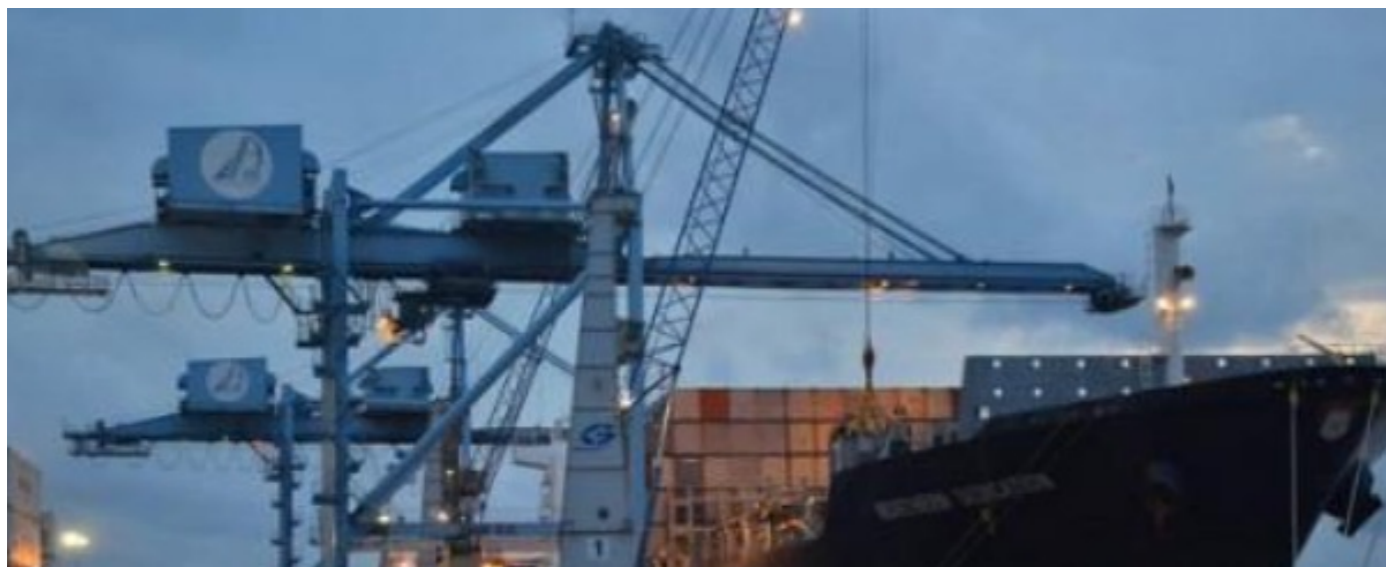
Hydrocarbure CEMAC : le prix du baril de pétrole exporté baisse de 7,3% au 1er trimestre 2023.



Pour le compte du premier trimestre 2023, l'indice des prix des produits exportés par les pays membres de la CEMAC (Cameroun, Gabon, Congo, Centrafrique, Tchad et Guinée-Equatoriale) ont connu une hausse de 9,9% en s'établissant. Une situation justifiée par le fait que « le pétrole et le gaz naturel étant les produits phares d'exportation, la baisse de leur cours a précipité la chute de l'indice global. Ainsi, les cours des produits énergétiques se sont repliés de 17,9 %, contre 18,8 % au trimestre passé. A contrario, les cours des produits non énergétiques ont connu une légère hausse (+6,3%)», peut-on lire dans la note sur l'«Evolution des cours principaux des produits de base exportés par la CEMAC au 1er trimestre 2023». Document produit par la Banque centrale. Dans cette vue d'ensemble, intéressons particulièrement aux produits énergétiques. Cette catégorie est composée du pétrole et du gaz naturel, deux produits phares des exportations des 6 pays de la région, devant les produits agricoles et les minéraux et métaux. Ainsi dit, au 1er trimestre 2023, « les cours des produits énergétiques ont reculé de 17,9% après une baisse de 18,8 % au quatrième trimestre 2022», renseigne le document de la BEAC.

CAMEROUN

Accord commercial Cameroun-UE : 52,5 milliards de FCFA de pertes pour le Cameroun depuis la mise en œuvre de cet accord commercial avec l'UE.



Selon le rapport sur l'économie camerounaise, que vient de publier le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), « au 31 décembre 2022, et depuis le début de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique (APE) entre le Cameroun et l'Union européenne en août 2016, le montant total cumulé de la moins-value fiscale et douanière enregistrée est de 52,5 milliards de FCFA ». À en croire, ledit rapport, le démantèlement tarifaire induit par les APE, et qui a provoqué les pertes de recettes douanières susmentionnées, a principalement bénéficié aux grandes entreprises, qui ont vu leurs coûts de production être réduits au cours de la période sous-revue. Il s'agit principalement des entreprises du secteur agroalimentaires, des cimenteries, de l'énergie, des BTP, et de la fabrication et la distribution de papiers, apprend-on.

Dépenses publiques : la masse salariale atteint 1 188 milliards de F à fin 2022(+10%).

Selon le « Rapport sur l'économie 2022 », le pays a terminé l'année avec de 1 188 milliards de FCFA. Par rapport de la loi de finances, cette enveloppe 63,2 milliards de FCFA (+5,8%). En la progression est de 118,826 milliards absolue et de 10% en valeur relative. revenir sur le seuil de soutenabilité défini entre les dépenses des personnels volume des recettes fiscalo-douanières cours d'une année. Plafonné à 35% critères de surveillance multilatérale Cameroun n'a pas respecté cette norme depuis au moins 12 ans.



CONGO

Hydrocarbures : le Congo va exporter le gaz naturel liquéfié.

Le président Denis Sassou N'Gusso a lancé, le 25 avril, au quartier Côte Mateve à Ngoyo dans le sixième arrondissement de Pointe-Noire, les travaux de construction d'une usine de traitement du gaz naturel liquéfié, fruit du partenariat entre la République du Congo et la compagnie pétrolière italienne Eni. Le projet, qui s'inscrit dans une approche de zéro-torchage, prévoit l'installation de deux usines flottantes de liquéfaction de gaz naturel (FLNG) dans les champs de Néné et de Litchendjili, déjà en production, et dans d'autres champs qui doivent encore être développés. Le premier FLNG, en cours de conversion, a une capacité de 0,6 million de tonnes par an et va entrer en production cette année. Le second FLNG en construction sera opérationnel en 2025 avec une capacité de 2,4 millions de tonnes par année. A terme, il est attendu une production de 3 millions de tonnes par an, soit environ 4,5 milliards de mètres cubes par an à partir de 2025.



RGPH-5 : Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS confiante sur le succès de l'opération.



La Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS, était face à la presse, le 22 avril, à Brazzaville, pour expliquer l'enjeu du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5). Elle a, en effet, été interrogée sur le financement et la disponibilité du résultat officiel de cette grande enquête démographique. Pour le déroulement du dénombrement principal, la Ministre du Plan a

fait savoir que l'État congolais a mobilisé d'importants moyens humain, matériel et financier. Au moins 33 coordonnateurs départementaux, 284 superviseurs, 1 400 contrôleurs et 6 700 agents recenseurs vont être déployés sur le terrain pour cette phase cruciale de l'enquête statistique.

GABON

Champs pétroliers de Tchatchamba : Perenco va investir 300 millions dans le sud du Gabon.



Le 27 avril dernier, le Ministre du Pétrole et du Gaz, Vincent de Paul MASSASSA s'est entretenu avec le Directeur Afrique du Groupe pétrolier français Perenco, Denis Chatelan et le Directeur général de la compagnie au Gabon, Adrien Broche. A l'issue de leur entretien, il ressort qu'une nouvelle plateforme va être installée à Tchatchamba sud avec de nouveaux forages

nécessitant un investissement de 300 millions de dollars sur les trois ans à venir. Autre projet initié au Gabon par la junior française, le projet de construction d'une usine de production de gaz naturel destiné à l'exportation à Cap Lopez près de Port-Gentil, province de l'Ogooue Maritime. «Les études vont bon train et il est prévu que l'usine soit opérationnelle en 2026 », assure le top management.

Hydrocarbures : la Chine occupe avec 31,6% la première place des exportations gabonaises en 2021.

D'après son rapport 2021, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) fait savoir sur le pan des hydrocarbures que le pays enregistre une production de 3,3 millions de barils (BBL) en 2021, pour une valeur de 2 836,653 milliards de Fcfa (5,115 milliards de dollars). Dans cette production, 65,99 millions de BBL d'une valeur de 2 555,837 milliards de Fcfa (4,594 milliards de dollars), ont été exportés. Par rapport à 2020, ce volume était de 72,15 millions de BBL on observe une baisse de 8,52%. Ainsi, 13 pays forment les principales destinations de ces exportations à travers le globe pour le compte de l'année 2021, entre autres la Chine qui occupe la première place du classement avec 31,66% des exportations globales (20,892 millions de barils). Par ailleurs, en termes de variété d'hydrocarbures exportés, l'on note que le Rabi blend occupe la première place du classement avec 29,4% du volume global exporté soit 19,4 millions de barils.



GUINEE EQUATORIALE

Conjoncture : l'INEGE publie le bulletin statistique du quatrième trimestre 2022.

D'après l'INEGE, au quatrième trimestre 2022, la production d'hydrocarbures a diminué par rapport au troisième trimestre de la même année. En fait, la production de pétrole brut a chuté de 33%, celle de gaz naturel liquéfié de 7,3%, celle de butane de 4,5%, celle de propane de 4%, celle de condensat et de méthanol de 3,9% et 0,2% respectivement. Au cours de cette période 3 323 naissances ont été enregistrées, soit plus que celui enregistré au troisième trimestre qui était de 3 291 naissances. Sur le nombre total de naissances observées au quatrième trimestre, 3 255 naissances vivantes et 68 mort naissances ont été enregistrées. Sur l'ensemble des naissances vivantes, 49,8 % sont des garçons et 50,2 % des filles. Un total de 1 002 embauches de main-d'œuvre ont été enregistrées sur la même période, en baisse par rapport au trimestre précédent qui était de 1 176 embauches, soit une baisse de 14,8% par rapport au trimestre précédent.



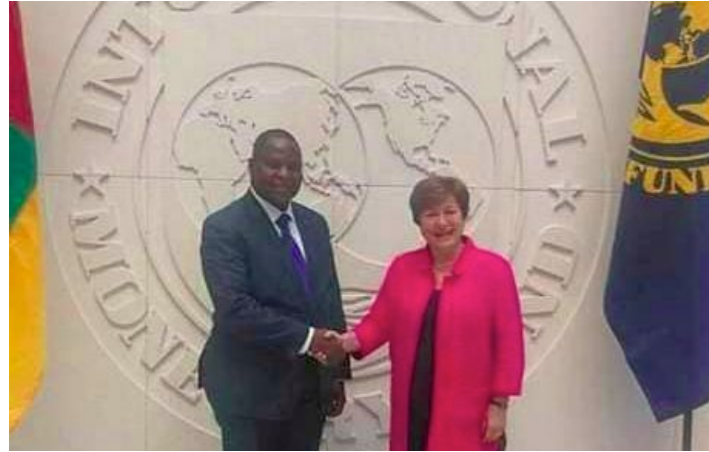
Industrie forestière : le gouvernement autorise à nouveau l'exportation de bois rond pour trois ans.

Cette rencontre a débuté par la présentation de la nouvelle équipe récemment nommée au Ministère des Forêts et de l'Environnement afin que les entrepreneurs connaissent le rôle de chaque membre du Gouvernement avec lequel ils travailleront dorénavant. Obiang Mbomio a informé les personnes convoquées qu'elles disposaient d'un délai supplémentaire de trois ans pour continuer à exporter du bois rond. Il a invité les entrepreneurs à légaliser leurs documents, et que toutes les entreprises doivent avoir soixante-dix pour cent de main-d'œuvre nationale. La mise en œuvre des œuvres sociales a été une autre des sections qu'il a mentionnées et que, selon les règles du gouvernement, le transport du bois sur les routes goudronnées est l'une des situations actuelles qui diminue le bon travail accompli par le gouvernement dans son projet de réseau routier dans tout le pays.



RCA

Facilité de crédit : le FMI va se réengager en RCA.



Lors des assises des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international tenues à Washington aux Etats-Unis, le Vice-Président du groupe de la Banque Mondiale pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, Ousman Diagana a annoncé à la délégation centrafricaine « le satisfecit de son institution à la République Centrafricaine pour la bonne gestion du portefeuille des projets financés par le groupe de la Banque Mondiale ». S'agissant du réengagement du FMI en Centrafrique dont il a été question avec l'Administrateur de la RCA auprès du Fonds, Facinet Sylla, n'a pas manqué de dire toute sa

satisfaction quant à la conduite des projets contenus dans le portefeuille du Programme de Facilité Elargie de Crédit dans le pays. Aussi, peut-on lire dans le communiqué de la Primature publié à cet effet que « le fonds a noté avec satisfaction toutes les réformes et mesures prises par la République Centrafricaine afin de rendre plus performantes les finances publiques et la situation économique du pays ». Dans cette perspective, poursuit la Primature dans son communiqué, « le Conseil d'administration du FMI siégera le 26 Avril 2023 sur l'achèvement du Programme de facilité élargie de crédit » conclu le 20 décembre 2019 pour un montant total d'environ 115,1 millions de dollars sur trois ans entre le pays et le Fonds.

Produits pétroliers : il n'y a pas de crise des produits pétroliers, selon le Gouvernement.

Le Ministre intérimaire de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, Ruffin Benam Beltoungou rassure qu'il n'y a pas de problème d'approvisionnement en carburant à Bangui. Il s'est exprimé suite au problème technique qui a perturbé la distribution du carburant ces derniers jours à Bangui et ses environs. Lequel a créé des doutes au sein des consommateurs qui craignaient une pénurie de carburant. Le membre du gouvernement a fait le tour de certaines stations-service de la



capitale pour constater l'effectivité des activités de vente à la pompe. C'est donc après une concertation avec les marketeurs que le ministre a décidé de visiter les stations. « Il n'y a pas de crise des produits pétroliers à Bangui car le stock des hydrocarbures au dépôt pétrolier de la **SOCASP** à KOLONGO est suffisant pour couvrir la situation durant plus d'un mois », déclare Ruffin Benam Beltoungou. Le membre du gouvernement invite les chefs de piste des stations-service à respecter les heures d'ouvertures et de fermeture de leurs services conformément aux lois régissant le secteur pétrolier en Centrafrique.

TCHAD

Secteur pétrolier : l'Etat veut créer Chad petroleum company pour gérer les actifs nationalisés d'ExxonMobil.

Suite au rebondissement dans l'affaire de la nationalisation de tous les actifs d'Esso Chad, le conseil extraordinaire des ministres du Tchad a validé le 24 avril dernier un projet de loi portant création d'une société anonyme dénommée « Chad petroleum company », une société qui selon plusieurs sources disposera d'une autonomie de gestion. A la différence de la Société des Hydrocarbures du Tchad, « il s'agit en effet de créer une entité permettant de rassurer les ex-employés d'Esso, des Tchadiens formés, qualifiés et expérimentés. Ainsi qu'aux ex-sous-traitants d'Esso qui assurent la continuité de la production et la gestion du pipeline permettant ainsi de combler le vide juridique créé par le départ d'Esso du Tchad », a précisé Aziz Mahamat Saleh, le ministre tchadien de la Communication.



Zone économique spéciale : le conseil des ministres adopte un projet d'affectation de 11 terrains au profit de l'agence d'administration des zones économiques spéciales.



Le lundi 24 Avril 2023 lors du conseil des Ministres tenu en présence du président de transition, Mahamat Idriss Deby Itno, un projet de décret d'affectation de terrain a été adopté par les ministres. Présenté par le ministre en charge de l'aménagement du territoire, de l'habitat et de l'urbanisme, Mahamat Assileck Halata, ce projet de décret a pour objet l'affectation au profit de l'agence d'administration des zones économiques spéciales de 11 terrains d'une superficie globale de 11 516 hectares situés dans les provinces du Batha, du Chari-Baguirmi, du Hadjer-Lamis, du Logone Oriental et le Moyen-Chari.



Tel : (00242) 05 797 5719 / 06 794 77 21 - contact@axiome-capital.com - www.axiome-capital.com
2 Av. de la base, 5e étage, Bloc A (en face de l'hôtel de l'aéroport)
Batignolles, Brazzaville, Rép. du Congo